



CHAPITRE 73

CHAPTER 73

Lo modifiant la charte de la cité de Hull An Act to amend the charter of the city of Hull

[Sanctionnée le 2 février 1956]

[Assented to, the 2nd of February, 1956]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Hull a, par sa pétition, représenté qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires et dans l'intérêt de la cité, que sa charte, la loi 56 Victoria, chapitre 52, et les lois qui la modifient, soient de nouveau modifiées; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1893,
c. 52,
a. 7a,
remp.

1. L'article 7a de la loi 56 Victoria, chapitre 52, édicté par l'article 2 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 68, est remplacé par le suivant:

Rémunération.

"7a. Les échevins de la cité recevront pour leurs services une rémunération de neuf cents dollars par année."

1893,
c. 52,
a. 23a,
remp.

2. L'article 23a de la loi 56 Victoria, chapitre 52, édicté par l'article 5 de la loi 2, Edouard VII, chapitre 52, et remplacé par l'article 5 de la loi 3 George V, chapitre 56, est de nouveau remplacé par le suivant:

Nomination des candidats.

"23a. La mise en nomination de tout candidat à la charge d'échevin devra spécifier le numéro du siège d'échevin auquel il se présente et devra être accompagnée, ainsi que la mise en nomination

Preamble.

WHEREAS the city of Hull has, by its petition, represented that it is necessary for the good administration of its affairs and in the interest of the city, that its charter, the act 56 Victoria, chapter 52, and its amendments, be again amended; and

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 7a of the act 56 Victoria, chapter 52, enacted by section 2 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 68, is replaced by the following:

"7a. The aldermen of the city shall receive for their services a remuneration of nine hundred dollars per annum."

2. Section 23a of the act 56 Victoria, chapter 2, enacted by section 5 of the act 2 Edward VII, chapter 52, and replaced by section 5 of the act 3 George V, chapter 56, is again replaced by the following:

"23a. The nomination of every candidate for the office of alderman shall specify the number of the seat for which the alderman presents himself and shall be accompanied as shall also the mayor's

Nomination of candidates.

pour le maire, d'une déclaration sous serment de tel candidat ou d'un électeur municipal ayant dûment qualité pour voter à telle élection, certifiant que ledit candidat ainsi mis en nomination possède toutes les qualités requises par la loi, le rendant éligible à telle charge de maire ou d'échevin, et devra en outre spécifier sur quel immeuble le candidat établit ses qualifications foncières telles que prévues à l'article 14 et à défaut de produire telle déclaration, aucune mise en nomination ne devra être reçue par l'officier présidant telle élection."

1893,
c. 52,
a. 27,
remp.

3. L'article 27 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, remplacé par l'article 9 de la loi 14 George VI, chapitre 88, est de nouveau remplacé par le suivant:

Arrondis-
sement de
votation.

"**27.** Il sera du devoir du greffier, au moins un mois avant le jour de la votation, de subdiviser tel ou tels quartiers en arrondissements de votation, de telle sorte qu'il n'y ait pas plus de cent soixante-quinze électeurs dans chaque arrondissement de votation, en ajoutant un arrondissement s'il reste une fraction de ce chiffre.

Nombre
d'élec-
teurs.

Les arrondissements doivent contenir, autant que possible, un nombre égal d'électeurs."

1893,
c. 52,
a. 30,
remp.
Serment.

4. L'article 30 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, est remplacé par le suivant:

"**30.** Le maire et les échevins élus devront, avant d'agir comme tels, prêter respectivement, devant un juge de paix, ou devant le greffier de la cité, le serment suivant: "Je, A. B., jure solennellement de remplir fidèlement les devoirs de ma charge comme maire ou échevin de la cité de Hull, au meilleur de ma connaissance, et de ma capacité. Ainsi Dieu me soit en aide !"."

1893,
c. 52,
a. 34a,
ab.

5. L'article 34a de la loi 56 Victoria, chapitre 52, édicté par l'article 12 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 68, est abrogé.

Id., a. 35,
remp.

6. L'article 35 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, remplacé par l'article 9 de la loi 15 George V, chapitre 96, par l'article 4 de la loi 2 George VI, chapitre 108,

nomination by a sworn declaration of such candidate or of a municipal elector duly qualified to vote at the election attesting that the said candidate so nominated possesses all the qualifications required by law, to render him eligible for the said office of mayor or alderman, and shall in addition specify upon which immoveable such candidate bases his real estate qualifications, as provided in section 14, and, in default of furnishing such declaration, no nomination shall be received by the officer presiding over the election."

3. Section 27 of the act 56 Victoria, chapter 52, replaced by section 9 of the act 14 George VI, chapter 88, is again replaced by the following:

"**27.** It shall be the duty of the clerk, at least one month before voting day, to subdivide such ward or wards into voting districts, so that there shall not be more than one hundred and seventy-five electors in each voting district, adding a voting district if a fraction of such figure should remain.

Voting
districts.

The voting districts shall contain, as far as possible, an equal number of electors."

Number
of elec-
tors.

4. Section 30 of the act 56 Victoria, chapter 52, is replaced by the following:

"**30.** The mayor and the aldermen elected shall, before acting as such respectively, subscribe the following oath before a justice of the peace, or before the clerk of the city: "I, A. B., solemnly swear to faithfully fulfil the duties of my office as mayor (*or alderman*) of the city of Hull, to the best of my judgment and ability. So help me God !"."

1893,
c. 52,
s. 30,
replaced.
Oath.

5. Section 34a of the act 56 Victoria, chapter 52, enacted by section 12 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 68, is repealed.

6. Section 35 of the act 56 Victoria, chapter 52, replaced by section 9 of the act 15 George V, chapter 96, by section 4 of the act 2 George VI, chapter 108,

Id., s. 35,
replaced.

par l'article 14 de la loi 14 George VI, chapitre 88, et par l'article 13 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 68, est de nouveau remplacé par le suivant:

S.R.,
c. 233,
a. 135,
remp.
pour la
cité.

"**35.** L'article 135 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est remplacé, pour la cité, par le suivant:

Époque
de la con-
fection.

"**135.** Entre le premier décembre et le premier février de l'année où des élections générales municipales doivent avoir lieu, le greffier de la cité doit faire, séparément pour chaque quartier, d'après le dernier rôle d'évaluation en dernier lieu homologué une liste des personnes ayant qualité pour voter aux élections municipales dans chacun de ces quartiers; cette liste devra être préparée suivant le numéro civique des maisons ou suivant le numéro de cadastre lorsqu'il s'agit d'un lot vacant. Le greffier devra inscrire, dans autant de colonnes séparées, la rue, l'immeuble conférant le cens électoral, les noms et prénoms des électeurs et leur occupation, cette liste devra être révisée par le conseil et homologuée à la première assemblée du mois de mars."

1893,
c. 52,
a. 63,
remp.

7. L'article 63 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, remplacé par l'article 7 de la loi 61 Victoria, chapitre 56, par l'article 7 de la loi 5 George V, chapitre 92, et modifié par l'article 6 de la loi 7 George V, chapitre 68, et remplacé par l'article 3 de la loi 13 George V, chapitre 94, et par l'article 19 de la loi 14 George VI, chapitre 88, est de nouveau remplacé par le suivant:

Juridic-
tion du
conseil.

"**63.** Le conseil exerce sa juridiction dans toute l'étendue de la cité.

Assem-
blées.

Les assemblées du conseil sont publiques.

Quorum.

Le quorum sera de six membres et pour former tel quorum le maire sera considéré comme membre.

Réunions
du con-
seil.

Le conseil se réunira au moins une fois par mois, savoir: le premier mardi de chaque mois, et si ce jour est un jour non juridique, le jour juridique suivant. Il pourra ajourner ses séances à un jour ultérieur.

by section 14 of the act 14 George VI, chapter 88, and by section 13 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 68, is again replaced by the following:

"**35.** Section 135 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) is replaced, for the city, by the following: R.S.,
c. 233,
s. 135,
replaced
for city.

"**135.** Between the first of December and the first of February of the year in which the municipal general elections must be held, the city clerk shall make, separately for each ward, according to the last homologated valuation roll, a list of the persons qualified to vote at municipal elections in each of these wards; such list shall be prepared according to the street numbers of houses or according to the cadastral number in the case of a vacant lot. The clerk shall enter, in as many separate columns, the street, the property qualifying the owner to vote, the surnames and Christian names of the electors and their occupation; such list shall be revised by the council and homologated at the first meeting in the month of March." Time of
prepara-
tion.

7. Section 63 of the act 56 Victoria, chapter 52, replaced by section 7 of the act 61 Victoria, chapter 56, by section 7 of the act 5 George V, chapter 92, and amended by section 6 of the act 7 George V, chapter 68, and replaced by section 3 of the act 13 George V, chapter 94, and by section 19 of the act 14 George VI, chapter 88, is again replaced by the following: 1893,
c. 52,
s. 63,
replaced.

"**63.** The council shall have jurisdiction throughout the entire extent of the city. Jurisdic-
tion of
council.

The meetings of the council shall be public. Meetings.

The quorum shall be six members and to form such quorum the mayor shall be considered as a member. Quorum.

The council shall meet at least once a month, namely: on the first Tuesday of each month and if such day is non-judicial, the juridical day following, and may adjourn its sittings to a future day. Council
meetings.

Endroit.	Le conseil se réunira à l'hôtel-de-ville."	The council shall meet at the city hall." Place.
1893, c. 52, a. 64a, remp.	8. L'article 64a de la loi 56 Victoria, chapitre 52, édicté par l'article 8 de la loi 61 Victoria, chapitre 56, est remplacé par le suivant:	8. Section 64a of the act 56 Victoria, chapter 52, enacted by section 8 of the act 61 Victoria, chapter 56, is replaced by the following:
Avis.	"64a. Cet avis sera d'au moins vingt-quatre heures."	"64a. Such notice shall be of at least twenty-four hours." Notice.
1893, c. 52, a. 80b, remp.	9. L'article 80b de la loi 56 Victoria, chapitre 52, édicté par l'article 15 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 68, et remplacé par l'article 3 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 55, est de nouveau remplacé par le suivant:	9. Section 80b of the act 56 Victoria, chapter 52, enacted by section 15 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 68, and replaced by section 3 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 55, is again replaced by the following:
Appro- bation requisse.	"80b. Tout règlement adopté par le conseil de la cité de Hull à la majorité absolue de ses membres avant le premier janvier 1955, pour modifier un règlement adopté en vertu du paragraphe 1° de l'article 426 de la Loi des cités et villes, a son effet dès son approbation par le ministre des affaires municipales et sans autre formalité; et ce règlement pourra être amendé par un vote des deux tiers des membres du conseil durant ses dix-huit premiers mois d'existence et aura son effet dès son approbation par le ministre des affaires municipales et sans autre formalité. A partir du premier juillet 1956, les amendements audit règlement seront soumis aux formalités de l'article 426 de la Loi des cités et villes."	"80b. Any by-law passed by the council of the city of Hull by the absolute majority of its members, before the first of January, 1955, to amend a by-law passed under paragraph 1 of section 426 of the Cities and Towns Act, takes effect immediately on its approval by the Minister of Municipal Affairs and without any other formality; and this by-law may be amended by a vote of the two-thirds of the members of the council during its first eighteen months of existence and shall take effect as soon as approved by the Minister of Municipal Affairs and without any other formality. As from the first of July, 1956, the amendments to the said by-law shall be subject to the formalities of section 426 of the Cities and Towns Act." Approval required.
1893, c. 52, a. 80c, aj.	10. La loi 56 Victoria, chapitre 52, est modifiée en ajoutant après l'article 80b, l'article suivant:	10. The act 56 Victoria, chapter 52, is amended by adding after section 80b, the following section:
Commis- sion d'ur- banisme.	"80c. Le conseil est autorisé à instituer par règlement, une commission d'urbanisme, composée de pas moins de cinq membres ni de plus de sept, dont un échevin et les autres choisis parmi les citoyens de la cité ayant, dans l'opinion des membres du conseil, les qualités requises pour en faire partie.	"80c. The council is authorized to establish by by-law a town-planning commission composed of not less than five members nor more than seven, one of whom shall be an alderman and the others chosen from among the citizens of the city who, in the opinion of the members of the council, are qualified to be members thereof. Town-planning commission.
Durée	Cette commission est constituée pour le temps déterminé par le conseil.	Such commission shall be constituted for such time as the council may determine. Duration.
Durée d'office.	Les membres de cette commission resteront en fonction durant bon plaisir, et leurs services seront gratuits.	The members of such commission shall remain in office during pleasure and shall serve gratuitously. Term of office.

Attributions, etc.

Les attributions, pouvoirs et devoirs de cette commission seront définis par des règlements adoptés à cette fin par le conseil. Sur demande du conseil, elle devra lui rendre compte de ses travaux et de ses décisions en lui transmettant des rapports signés, soit par son président, soit par la majorité de ses membres.

Autorisation.

Tout projet comportant une dépense de deniers devra au préalable être autorisée par le conseil."

1893, c. 52, a. 92, am.

Vente de produits alimentaires, etc.

11. L'article 92 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, est modifié, en insérant après le paragraphe 13, le suivant:

"14. Pour réglementer la vente de produits alimentaires dans les rues et places publiques, limiter le nombre des restaurants ambulants ou en interdire l'exploitation dans les limites de la cité, annuler leur permis en tout temps. Néanmoins, au cas d'annulation, la cité devra faire remise d'une partie du coût de la licence correspondant à la période à courir en vertu de ce permis."

1893, c. 52, a. 102a, remp.

12. L'article 102a de la loi 56 Victoria, chapitre 52, édicté par l'article 11 de la loi 61 Victoria, chapitre 56, est remplacé par le suivant:

Paiement de moins de cent dollars par trésorier

"**102a.** Ledit trésorier pourra, cependant, dans les cas d'urgence, sur l'ordre du maire, faire des paiements n'excédant pas cent dollars dans un seul et même jour."

1893, c. 52, a. 110a, aj.

13. La loi 56 Victoria, chapitre 52, est modifiée en ajoutant après l'article 110, le suivant:

Conventions de travail.

"**110a.** Le conseil de la cité peut, nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, signer avec ses employés des conventions collectives de travail d'une durée de trois ans."

1893, c. 52, a. 134, remp.

Entretien des rues.

14. L'article 134 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, est remplacé par le suivant:

"**134.** Réparer, niveler, balayer, arroser ou enlever la neige et la glace et tenir propre et en bon état les rues ou une partie de rue ou de place publique, ainsi

The attributions, powers and duties of the commission shall be defined by by-laws adopted for such purpose by the council. On request from the council, the commission shall render it an account of its work and decisions by transmitting to it reports signed either by its chairman or by the majority of its members.

Any project involving expenditure of money shall be previously approved by the council."

11. Section 92 of the act 56 Victoria, chapter 52, is amended by adding after paragraph 13, the following:

"14. To regulate the sale of food products in the streets and on public places, limit the number of itinerant restaurants or to prohibit the operating thereof within the city limits, or to cancel their permits at any time. Nevertheless, in case of cancellation, the city shall remit a portion of the cost of the license corresponding to the period remaining unexpired under such permit."

12. Section 102a of the act 56 Victoria, chapter 52, enacted by section 11 of the act 61 Victoria, chapter 56, is replaced by the following:

"**102a.** The said treasurer may however, in case of emergency and on the order of the mayor, effect payments not exceeding one hundred dollars on one and the same day."

13. The act 56 Victoria, chapter 52, is amended by adding after section 110, the following:

"**110a.** The city council may, notwithstanding any general law or special act to the contrary, make collective labour agreements with its employees of a duration of three years."

14. Section 134 of the act 56 Victoria, chapter 52, is replaced by the following:

"**134.** Repair, level, sweep, sprinkle or remove the snow and the ice and keep clean and in good order the streets or a part of a street or of a public place, and

Attributions, etc.

Approval.

1893, c. 52, s. 92, am.

Sale of food products, etc.

1893, c. 52, s. 102a, replaced.

Payments of less than one hundred dollars by treasurer.

1893, c. 52, s. 110a, added.

Labour agreements.

1893, c. 52, s. 134, replaced.

Maintenance of streets.

que les trottoirs ou partie de trottoirs aux frais de la cité.”

the sidewalks or a part of a sidewalk be paid by the city.”

1893,
c. 52,
a. 147,
remp.

15. L'article 147 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, remplacé par l'article 12 de la loi 8 Édouard VII, chapitre 88, par l'article 7 de la loi 3 George V, chapitre 56, par les articles 8 et 9 de la loi 5 George V, chapitre 92, par les articles 9 et 10 de la loi 7 George V, chapitre 68, modifié par l'article 1 de la loi 9 George V, chapitre 96, par l'article 4 de la loi 13 George V, chapitre 94, par l'article 25 de la loi 14 George VI, chapitre 88, et par les articles 17 et 18 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 68, est remplacé par le suivant :

15. Section 147 of the act 56 Victoria, chapter 52, replaced by section 12 of the act 8 Edward VII, chapter 88, by section 7 of the act 3 George V, chapter 56, by sections 8 and 9 of the act 5 George V, chapter 92, by sections 9 and 10 of the act 7 George V, chapter 68, amended by section 1 of the act 9 George V, chapter 96, by section 4 of the act 13 George V, chapter 94, by section 25 of the act 14 George VI, chapter 88, and by sections 17 and 18 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 68, is replaced by the following :

Améliorations locales.

“**147. 1.** Les améliorations locales comprennent les travaux relatifs aux systèmes d'égout de la cité, les travaux de trottoirs et de pavage ainsi que l'ouverture et l'aménagement de rues, parties de rues, ruelles ou places publiques.

“**147. 1.** Local improvements shall include works related to the sewer system of the city, sidewalk and paving works, and the opening and grading of streets, parts of streets, lanes or public places.

Requête.

2. Dans tous les cas où les propriétaires ou occupants d'immeubles sur une rue ou partie de rue auront signé une requête, représentant au moins les deux tiers du front des terrains longeant une rue ou ruelle ou une partie de rue ou de ruelle, requérant la cité d'exécuter des travaux d'améliorations locales quelconques dans ou sur ladite rue, le conseil pourra préparer un règlement d'emprunt à être soumis à l'approbation des électeurs propriétaires pour l'exécution desdits travaux.

2. In all cases where the proprietors or occupants of immovables on a street or part of a street shall have signed a petition, representing at least two-thirds of the frontage of the lots bordering a street or lane, or part of a street or lane, requiring the city to execute any local improvement works in or on the said street, the council may prepare a borrowing by-law to be submitted for the approval of the electors who are property owners for the execution of the said works.

Lots angulaires.

3. Pour le calcul des deux tiers du frontage des propriétés longeant une rue ou ruelle, comme susdit la partie exemptée des lots angulaires n'a pas d'effet à l'encontre de cette requête.

3. In calculating the two-thirds of the frontage of the property bordering a street or lane as above, the exempted part of corner lots shall not operate against such petition.

Taxe.

4. Le conseil, dans son règlement, pourra ordonner l'exécution des travaux nécessaires pour telles améliorations et devra imposer une taxe suffisante pour payer le coût de ces travaux, l'intérêt sur l'emprunt ainsi que le coût et les déboursés encourus pour la préparation du règlement et la négociation des emprunts, en prescrivant l'imposition et le prélèvement d'une cotisation suffisante sur tous les propriétaires ou occupants d'immeubles riverains ou sur tous les propriétaires de la cité, ou sur les deux à la fois, dans les proportions déterminées par le règlement d'emprunt.

4. The council may, in its by-law, order the execution of the works necessary for such improvements, and shall impose a tax sufficient to meet the cost of such works, the interest on the loan and the costs and disbursements incurred in the preparation of such by-law and the negotiation of the loans, by prescribing the levying and collection of a sufficient assessment on all the proprietors or tenants of bordering immovables or on all the proprietors of the city, or on both, in the proportions determined by such borrowing by-law.

Immeuble sur plusieurs rues.

5. Lorsqu'un immeuble est situé sur deux ou plusieurs rues, ou sur une ou deux rues et sur une place publique, le conseil décide quelle proportion ou part dudit immeuble se trouve à bénéficier de ladite amélioration faite dans telle rue ou place publique.

5. When any immovable is situated on two or more streets or on one or two streets and a public place, the council shall decide what proportion or part of the said immovable is benefited by the said improvement made in such street or public place.

Immovable on many streets.

Répartition du coût.

6. Le coût de ces travaux est réparti entre les propriétaires ou occupants proportionnellement à l'étendue de front de toute propriété, tel que contenu au rôle d'évaluation ou d'après l'évaluation en vigueur pour le terrain et les bâtisses suivant que le conseil en aura décidé.

6. The cost of such works shall be apportioned among the owners and occupants according to the frontage of their properties as entered on the valuation roll or according to the valuation in force for the land and buildings as the council may decide.

Apportionment of costs.

Rapport de l'ingénieur.

7. Lorsqu'une requête pour améliorations locales aura été présentée, l'ingénieur de la cité devra produire un rapport au conseil avant la présentation du règlement d'emprunt. Ce rapport de l'ingénieur devra spécifier:

7. Whenever a petition for local improvements will have been presented, the city engineer shall deliver a report to the council before the presentation of the borrowing by-law. Such report of the engineer shall specify:

Report by engineer.

- a) Le caractère et l'étendue de l'amélioration proposée;
- b) La durée probable;
- c) Les immeubles qui en bénéficieront immédiatement;
- d) Le coût probable;
- e) Un plan de ladite amélioration.

- a. The character and extent of the proposed improvement;
- b. The probable lifetime thereof;
- c. The immovables immediately benefited thereby;
- d. The probable cost thereof;
- e. A plan of the said improvement.

Liste des propriétaires affectés.

8. L'évaluateur fournira à l'ingénieur, la liste des noms des propriétaires affectés et l'étendue de front de leurs propriétés, et le trésorier fournira à l'ingénieur le montant de l'annuité comprenant le capital et les intérêts qui lui permettront d'établir la répartition du coût des travaux à être prélevée annuellement sur les immeubles qui bénéficieront de telles améliorations.

8. The assessor shall give the engineer the list of the names of proprietors involved and the frontage of their properties, and the treasurer shall give the engineer the amount of the annuity including the capital amount and the interest, to enable the latter to fix the apportionment of the cost of the works to be levied in each year on the immovables that will benefit from such improvements.

List of proprietors involved.

Signature des obligations.

9. Les obligations émises par la cité seront signées par le maire et par le greffier de la cité.

9. The debentures issued by the city shall be signed by the mayor and the clerk of the city.

Signature on bonds.

Perception.

10. Le trésorier de la cité doit percevoir, de la même manière que pour la perception des taxes générales, les montants dus par les contribuables respectivement tenus aux cotisations, en vertu de la présente section.

10. The treasurer of the city shall collect, in the same manner as for the collection of general taxes, the amount to be paid respectively by the taxpayers subject to assessments under this division.

Collection.

Taxe spéciale en remplacement de répartitions.

11. Le conseil peut, par règlement qui ne requiert pas d'autres approbations que celles de la Commission municipale de Québec et du lieutenant-gouverneur en conseil, remplacer les répartitions antérieurement imposées pour payer le coût des améliorations locales en imposant une taxe spéciale qui sera prélevée annuellement sur tous les biens-fonds imposables

11. The council may, by by-law requiring no other approval than that of the Quebec Municipal Commission and the Lieutenant-Governor in Council, replace the allotments previously imposed to pay the cost of local improvements, by imposing a special tax to be levied each year on all the taxable immovables of the city and on all the immovables of

Special tax to replace allotments.

de la cité et sur tous les biens-fonds des propriétaires ou occupants tenus au paiement des emprunts, à un taux suffisant pour payer annuellement les échéances en capital et intérêt sur les emprunts contractés."

the proprietors or occupants subject to the payment of the loans, at a rate sufficient to pay annually the reimbursements in capital and interest on the loans contracted."

1893,
c. 52,
a. 151b,
aj.

16. La loi 56 Victoria, chapitre 52, est modifié en y ajoutant après l'article 151a, le suivant :

16. The act 56 Victoria, chapter 52, is amended by adding after section 151a, the following:

1893,
c. 52,
s. 151b,
added.

Subdi-
vision
de lots.

"**151b.** Le conseil peut régler la subdivision de lots situés dans les limites de la municipalité; obliger les propriétaires à soumettre leurs plans de subdivisions à l'approbation du conseil, un mois avant leur présentation au ministre qui a charge du cadastre, pour enregistrement; prohiber telles subdivisions lorsqu'elles ne coïncident pas avec le plan général de la municipalité."

"**151b.** The council may regulate the subdivision of lots situated within the limits of the municipality; compel proprietors to submit their plans for subdivisions to the approval of the council, one month before their presentation to the minister in charge of the cadastre, for registration; prohibit such subdivisions when they do not coincide with the general plan of the municipality."

Subdi-
vision of
lots

1893,
c. 52,
a. 158a,
ab.

17. L'article 158a de la loi 56 Victoria, chapitre 52, édicté par l'article 12 de la loi 7 George V, chapitre 68, est abrogé.

17. Section 158a of the act 56 Victoria, chapter 52, enacted by section 12 of the act 7 George V, chapter 68, is repealed.

1893,
c. 52,
s. 158a,
repealed.

Id.,
aa. 193c-
193d, aj.

18. La loi 56 Victoria, chapitre 52, est modifiée en ajoutant après l'article 193b, les articles suivants:

18. The act 56 Victoria, chapter 52, is amended by adding after section 193b, the following sections:

Id.,
ss. 193c-
193d,
added.

Nombre
de taxis,
etc.

"**193c.** Pour limiter le nombre de taxis opérant dans la municipalité; pour imposer une taxe ou licence aux postes de taxis et déterminer le nombre de taxis qui peuvent y stationner; pour défendre qu'ils se tiennent ailleurs qu'aux postes autorisés; pour refuser une licence ou un permis pour l'exploitation d'un poste de taxi, ou la conduite d'un taxi, à toute personne qui se serait rendue coupable d'un acte criminel pour lequel elle aurait été condamnée durant les dix ans suivant telle condamnation.

"**193c.** To limit the number of taxis operating in the municipality, to impose a tax on or licence taxi stands and fix the number of taxis which can be parked thereat; to prohibit the same from being stationed at any place other than the authorized stands; to refuse a license or permit to operate a taxi stand or to drive a taxi to any person who may have been guilty of a criminal offence for which he was convicted, during the ten years following such conviction.

Number
of taxis,
etc.

Vente de
biens non
réclamés.

"**193d.** La cité peut faire vendre à l'encan, par le ministère, d'un huissier de la Cour supérieure, sans formalité de justice, et après les avis requis pour une vente de biens meubles sur une saisie-exécution, les objets, effets mobiliers, ou autres biens meubles non réclamés dans les douze mois, dont elle peut se trouver en possession ou si ces objets, effets ou biens meubles sont le produit d'un vol, ou ont été saisis ou confisqués par ses

"**193d.** The city may cause to be sold at auction, by a bailiff of the Superior Court without any judicial proceedings and after the notices required for the sale of moveables under writ of execution, the objects, moveable effects or other moveable property unclaimed within the twelve months, which may be in its possession or if such objects, effects or moveable property are the proceeds of theft or have been seized or confiscated by its police

Sale of
unclaimed
objects.

officiers de police, ou se trouvaient en possession de personnes qui sont mortes et aux funérailles desquelles la cité a été obligée de pourvoir.

Responsabilité. Si ces biens sont réclamés après la vente, la cité ne sera responsable que du produit de la vente, déduction faite des frais de vente et des autres dépenses qu'elle aura faites.

Destruction. Si tels objets, effets mobiliers ou biens meubles, non réclamés comme susdit ne peuvent être vendus parce qu'ils n'ont aucune valeur marchande ou à cause de l'illégalité de leur possession ou de leur usage, ces objets pourront être détruits après publication des mêmes avis, *mutatis mutandis*, et si ces objets sont réclamés après leur destruction, la cité ne sera tenue au paiement d'aucune indemnité ou compensation."

1893, c. 52, a. 221a, aj. **19.** La loi 56 Victoria, chapitre 52, est modifiée en ajoutant après l'article 221, l'article suivant:

Somma-tions par la poste. "221a. Les sommations de la Cour municipale de la cité pour les infractions aux règlements municipaux pourront, pour valoir signification, être expédiées par lettre enregistrée et l'accusé de réception sera une preuve *prima facie* de telle signification."

1893, c. 52, aa. 297a-297b, aj. **20.** La loi 56 Victoria, chapitre 52, est modifiée en ajoutant après l'article 297, les articles suivants:

Centres de loisirs, etc. "297a. Le conseil peut établir, aménager, maintenir des centres de loisirs et des terrains de jeux, ériger, construire des immeubles devant servir comme centres sportifs et récréatifs de toutes sortes.

Emprunt. "297b. Subordonnement à l'accomplissement des formalités prescrites par la loi pour les règlements d'emprunt, et sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, la cité peut par règlement pour les fins de l'article 297a, emprunter et/ou dépenser une somme ne devant pas excéder trois cent mille dollars pour acquérir, construire, améliorer, et entretenir

officers or were found in the possession of dead persons for whose burial the city has had to provide.

Liability. If such property be claimed after the sale, the city shall be liable only for the proceeds of the sale, after deducting the cost of the sale and other expenses which it may have made.

Destruction. If such objects, moveable effects or moveable property unclaimed as aforesaid cannot be sold because they have no merchantable value or by reason of the illegality of their possession or of their unlawful use, those objects may be destroyed after publishing the same notices, *mutatis mutandis*, and if such objects are claimed after their destruction, the city shall not be liable for the payment of any indemnity or compensation."

1893, c. 52, s. 221a, added. **19.** The act 56 Victoria, chapter 52, is amended by adding after section 221, the following section:

Summons by mail. "221a. The summons of the Municipal Court of the city, for infringements of municipal by-laws, may, in lieu of service, be sent by registered letter, and the acknowledgment of receipt shall be *prima facie* evidence of such service."

1893, c. 52, ss. 297a-297b, added. **20.** The act 56 Victoria, chapter 52, is amended by adding after section 297, the following sections:

Recreational centers, etc. "297a. The council may establish, equip and maintain recreational centers and playgrounds, erect and construct buildings to be used as sporting and recreational centers of any kind.

Loan. "297b. Subject to the observance of the formalities prescribed by the law for borrowing by-laws, and subject to the approval of the Quebec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs, the city may, by by-law, for the purposes of section 297a, borrow and /or spend a sum not to exceed three hundred thousand dollars to acquire, build, improve and maintain, in whole or in part,

en totalité ou en partie, un ou des immeubles pour servir, entièrement ou partiellement, à ces fins."

1893,
c. 52,
a. 328a,
aj.

21. La loi 56 Victoria, chapitre 52, est modifiée en ajoutant après l'article 328, le suivant:

Rôle sur
fiches ou
feuilles
mobiles.

"**328a.** Le conseil de la cité pourra ordonner par résolution que le rôle d'évaluation soit composé de fiches ou feuilles mobiles, à condition que sur chacune des feuilles ou fiches mobiles l'année de sa confection soit indiquée sous les initiales du greffier."

1893,
c. 52,
a. 332,
remp.

22. L'article 332 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, remplacé par l'article 14 de la loi 1 Édouard VII, chapitre 45, par l'article 11 de la loi 4 Édouard VII, chapitre 56, et par l'article 16 de la loi 5 George V, chapitre 92, est de nouveau remplacé par le suivant:

Délai
d'appel.

"**332.** Dans cet intervalle de dix jours, quiconque aura à se plaindre du rôle pour lui-même ou autres intéressés, peut en appeler au bureau de revision composée de trois membres et nommés par le conseil."

1893,
c. 52,
a. 332a,
aj.

23. La loi 56 Victoria, chapitre 52, est modifiée en ajoutant après l'article 332, le suivant:

Nomina-
tion et
compo-
sition du
bureau de
revision.

"**332a.** Les trois membres du bureau de revision seront nommés par le conseil à sa première assemblée du mois de septembre, chaque année, et devra comprendre le juge municipal, agissant comme président, un architecte ou un ingénieur professionnel ou un entrepreneur général et un propriétaire. Le greffier de la Cour municipale agit comme secrétaire du bureau de revision."

1893,
c. 52,
a. 340,
remp.

24. L'article 340 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, remplacé par l'article 14 de la loi 15 George V, chapitre 96, et par l'article 3 de la loi 24 George V, chapitre 92, est de nouveau remplacé par le suivant:

Vérifica-
teurs.

"**340.** Le conseil devra à l'assemblée du mois de juin de chaque année, nommer un ou deux vérificateurs qui devra ou

one or more immoveables to be used, in whole or in part, for such purposes."

21. The act 56 Victoria, chapter 52, is amended by adding after section 328, the following:

1893,
c. 52,
s. 328a,
added.

"**328a.** The city council may, by resolution, order that the valuation roll be composed of index-cards or loose leaves, provided that on each such index-card or loose leaf, the year of its making be indicated under the initials of the clerk."

Roll on
index-
cards or
loose
leaf.

22. Section 332 of the act 56 Victoria, chapter 52, replaced by section 14 of the act 1 Edward VII, chapter 45, by section 11 of the act 4 Edward VII, chapter 56, and by section 16 of the act 5 George V, chapter 92, is again replaced by the following:

1893,
c. 52,
s. 332,
replaced.

"**332.** During such interval of ten days any person who has to complain of such roll for himself or for other interested parties, may appeal to the board of revision composed of three members appointed by the council."

Delay to
appeal.

23. The act 56 Victoria, chapter 52, is amended by adding after section 332, the following:

1893,
c. 52,
s. 332a,
added.

"**332a.** The three members of the board of revision shall be appointed by the council at its first meeting in the month of September, in each year, and shall include the municipal judge who shall act as chairman, an architect or professional engineer or general contractor, and a proprietor. The clerk of the Municipal Court shall act as secretary of such board of revision."

Appoint-
ment and
composi-
tion of
board of
revision.

24. Section 340 of the act 56 Victoria, chapter 52, replaced by section 14 of the act 15 George V, chapter 96, and by section 3 of the act 24 George V, chapter 92, is again replaced by the following:

1893,
c. 52,
s. 340,
replaced.

"**340.** The council shall, at its meeting of the month of June in each year, appoint one or two auditors, who shall,

Auditors.

devront avant d'agir, prêter le serment suivant, devant le maire, un échevin ou un juge de paix ou le greffier de la cité, savoir: "Je (*nom du vérificateur*) ayant été nommé à la charge de vérificateur de la cité de Hull, jure d'en remplir fidèlement les devoirs, au meilleur de mon jugement et de ma capacité; et je déclare que je n'ai, ni directement, ni indirectement, aucune part ou aucun intérêt quelconque dans aucun contrat avec le conseil de ladite cité de Hull, et que je ne suis pas son employé. Ainsi, Dieu me soit en aide!"

before acting, take the following oath before the mayor, an alderman or a justice of the peace or the clerk of the city: "I (*name of the auditor*), having been appointed to the office of auditor of the city of Hull, do swear to faithfully perform the duties thereof to the best of my judgment and ability, and I declare that I have not, either directly or indirectly, any share or interest whatsoever in any contract with the council of the said city of Hull, and that I am not employed by it. So help me God!"

1893,
c. 52,
a. 341,
remp.

25. L'article 341 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, remplacé par l'article 11 de la loi 5 George V, chapitre 92, par l'article 15 de la loi 15 George V, chapitre 96, et par l'article 6 de la loi 2 George VI, chapitre 108, est de nouveau remplacé par le suivant:

25. Section 341 of the act 56 Victoria, chapter 52, replaced by section 11 of the act 5 George V, by section 15 of the act 15 George V, chapter 96, and by section 6 of the act 2 George VI, chapter 108, is again replaced by the following:

1893,
c. 52,
s. 341,
replaced.

Devoirs
des audi-
teurs.

"**341.** Il sera du devoir des auditeurs d'examiner et de faire rapport de tous comptes qui pourront être portés aux livres dudit conseil ou le concernant, et qui pourront se rapporter à toutes matières ou choses sous les contrôles ou juridiction dudit conseil de la cité et de publier dans les cinquante jours qui suivent immédiatement l'expiration de l'année fiscale un état détaillé des recettes et dépenses et des revenus dudit conseil dans deux journaux, un en anglais et l'autre en français, publiés dans la cité."

"**341.** It shall be the duty of the auditors to examine and report upon all accounts which may be entered in the books of the said council or concerning it, or which may be connected with any matters or things within control or jurisdiction of the said city council, and to publish, within fifty days immediately after the end of the fiscal year, a detailed statement of the receipts and expenditure and of the revenues of the said council, in two newspapers, one in English and one in French, published in the city."

Duties of
auditors.

1893,
c. 52,
a. 373a,
remp.

26. L'article 373a de la loi 56 Victoria, chapitre 52, édicté par l'article 14 de la loi 7 George V, chapitre 68, est remplacé par le suivant:

26. Section 373a of the act 56 Victoria, chapter 52, enacted by section 14 of the act 7 George V, chapter 68, is replaced by the following:

1893,
c. 52,
s. 373a,
replaced.

Usine de
filtration,
etc.

"**373a.** Le conseil de la cité, peut par règlement adopté et approuvé conformément à la loi, décréter la construction d'une usine de filtration, prise d'eau et canalisation spéciale. L'emprunt sera fait au moyen d'obligations garanties sur les fonds généraux de la cité. Le principal et les intérêts de cet emprunt seront remboursables sur une période de quarante ans à même les revenus provenant de la taxe d'eau. Le pouvoir d'emprunt de la cité, tel qu'édicté à l'article 373, ne sera pas affecté par ledit emprunt."

"**373a.** The council of the city may, by a by-law adopted and approved in conformity with the law, order the construction of a filtration plant, water intake and a special conduit. The loan shall be contracted by means of bonds guaranteed by the general fund of the city. The capital and interest of such loan shall be reimbursable during a period of forty years out of the revenue from the water-rates. The borrowing power of the city, as enacted in section 373, shall not be affected by the said loan."

Filtration
plant, etc.

1893,
c. 52,
s. 390,
remp.

27. L'article 390 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, remplacé par l'article 27 de la loi 61 Victoria, chapitre 56, par l'article 14 de la loi 4 Édouard VII, chapitre 56, par l'article 16 de la loi 15 George V, chapitre 96, par l'article 9 de la loi 2 George VI, chapitre 108, par l'article 4 de la loi 8 George VI, chapitre 55, et par l'article 32 de la loi 14 George VI, chapitre 88, est de nouveau remplacé par le suivant :

Crédits:

"390. Tous les ans, à sa première assemblée générale du mois de mai, le conseil accordera les crédits nécessaires pour faire face aux dépenses de l'année commençant le premier mai de ladite année et finissant le 30 avril suivant et pourvoyant :

Intérêts,
etc.:

1° Au paiement de l'intérêt sur la dette due par la cité, et aux sommes requises pendant l'année pour échéance de capital et fonds d'amortissement;

Dépenses:

2° Aux dépenses générales et ordinaires de la cité;

Améliorations;

3° Aux sommes nécessaires pour les améliorations projetées;

Fonds de réserve;

4° A un fonds de réserve de pas moins de deux pour cent sur le revenu brut de l'année précédente, qui sera employé exclusivement à faire face aux dépenses imprévues;

Déficit.

5° Au déficit des années antérieures s'il y a lieu."

1893,
c. 52,
s. 396a,
remp.

28. L'article 396a de la loi 56 Victoria, chapitre 52, édicté par l'article 12 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 55, est remplacé par le suivant :

Immeubles pour fins municipales ou industrielles.

"396a. Subordonnement à l'accomplissement des formalités prescrites pour les règlements d'emprunts et sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, la cité peut, par règlement :

1° Emprunter et / ou dépenser une somme ne devant pas excéder quatre cent mille dollars pour acquérir, construire, améliorer, et entretenir en totalité ou en partie, un ou des immeubles pour servir, entièrement ou partiellement, à des fins municipales ou industrielles;

2° Vendre ou louer tout immeuble visé par le paragraphe 1°, à des conditions

27. Section 390 of the act 56 Victoria, chapter 52, replaced by section 27 of the act 61 Victoria, chapter 56, by section 14 of the act 4 Edward VII, chapter 56, by section 16 of the act 15 George V, chapter 96, by section 9 of the act 2 George VI, chapter 108, by section 4 of the act 8 George VI, chapter 55, and by section 32 of the act 14 George VI, chapter 88, is again replaced by the following :

"390. Every year, at its first general meeting in the month of May, the council shall make an appropriation of the amounts necessary to meet the expenditure of the year commencing the first of May of the said year and ending the 30th of April following, by providing :

1. For the payment of the interest on the debt due by the city and for the sums required during the year for the maturity of the capital sums and the sinking-fund;

2. For the general and ordinary expenditure of the city;

3. For the sums necessary for contemplated improvements;

4. For a reserve fund of not less than two per cent on the gross revenue of the preceding year, to be used exclusively to meet unforeseen expenditure;

5. For the deficit of previous years, if any."

28. Section 396a of the act 56 Victoria, chapter 52, enacted by section 12 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 55, is replaced by the following :

"396a. Subject to the observance of the formalities prescribed by the law, as regards the loan by-laws, and subject to the approval of the Quebec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs, the city may, by a by-law :

1. Borrow and / or spend a sum which shall not exceed four hundred thousand dollars to acquire, build, ameliorate, and maintain, in whole or in part, one or more immoveables to be used, wholly or partly, for municipal or industrial purposes;

2. Sell or lease any immovable, referred to in paragraph 1, on reasonable

1893,
c. 52,
s. 390,
replaced.

Appropriations:

Interest, etc.;

Expenditure;

Improvements;

Reserve fund;

Deficit.

1893,
c. 52,
s. 396a,
replaced.

Immoveables for municipal or industrial purposes.

raisonnables et justes, à toute personne, société ou corporation, dont les opérations industrielles devront être profitables à la cité de Hull et à sa population;

3° Exercer, aux fins ci-dessus mentionnées, les pouvoirs prévus à l'article 395 de sa charte en suivant, à ce sujet, les dispositions des articles 1066*b* à 1066*d* du Code de procédure civile et de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 20."

1893,
c. 52,
a. 403,
remp.

Signifi-
cation des
avis

29. L'article 403 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, est remplacé par le suivant:

"**403.** Tout huissier de la Cour supérieure ou de la Cour municipale ou constable de la cité peut signifier et afficher tout avis prescrit par cette loi, et peut faire son rapport sous serment d'office."

1893,
c. 52,
a. 442*e*,
aj.

30. La loi 56 Victoria, chapitre 52, est modifiée en ajoutant après l'article 442*d*, le suivant:

Rôles sur
fiches ou
feuilles
mobiles.

"**442*e*.** Le conseil de la cité pourra ordonner, par résolution, que les rôles de perception soient composés de fiches ou feuilles mobiles."

1893,
c. 52,
a. 451, ab.

31. L'article 451 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, est abrogé.

Id., aa.
546-547,
aj.

32. La loi 56 Victoria, chapitre 52, est modifiée en y ajoutant les articles suivants et l'article 17 de la loi 15-16 George VI, chapitre 71, est abrogé à partir du premier mai 1956:

Évalua-
tion fixe
autorisée.

"**546.** Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, les taxes municipales générales, autres que les taxes d'eau et d'améliorations locales à être payées par la Compagnie Primco Limitée, sur les terrains, édifices, propriétés, outillage, machineries ou accessoires utilisés par ladite compagnie ou en rapport avec ladite industrie dans la cité de Hull, y compris toutes additions ou améliorations qui pourront y être faites, seront basées sur une évaluation de soixante mille dollars et les taxes d'entretien des rues et trottoirs ainsi que les taxes spéciales seront basées sur une évaluation de deux

and fair conditions to any person, society or corporation, whose industrial operations must be advantageous to the city of Hull and to its population;

3. Exercise, for the above-mentioned purposes, the powers contemplated by section 395 of its charter by following, in this respect, the provisions of articles 1066*b* to 1066*d* of the Code of Civil Procedure and of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 20."

29. Section 403 of the act 56 Victoria, chapter 52, is replaced by the following:

"**403.** Every bailiff of the Superior Court or of the Municipal Court or constable of the city may serve and post up any notice prescribed by this act, and may make his return thereof under his oath of office."

30. The act 56 Victoria, chapter 52, is amended by adding after section 442*d*, the following:

"**442*e*.** The council of the city may order, by resolution, that the collection rolls be composed of index-cards or loose leaves."

31. Section 451 of the act 56 Victoria, chapter 52, is repealed.

32. The act 56 Victoria, chapter 52, is amended by adding thereto the following sections, and section 17 of the act 15-16 George VI, chapter 71, is repealed from the first of May, 1956:

"**546.** Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the general municipal taxes except the water rate and the taxes for local improvements to be paid by Primco Company Limited on the lands, buildings, properties, equipment, machinery or accessories used by the said company or in connection with the said industry in the city of Hull, including any additions or improvements which may be made thereto, shall be based on a valuation of sixty thousand dollars and the taxes for the upkeep of streets and sidewalks and the special taxes shall be based on a valuation of two

1893,
c. 52,
s. 403,
replaced.

Serving
of notices.

1893,
c. 52,
s. 442*e*,
added.

Rolls on
index-
cards or
loose
leaves.

1893,
c. 52,
s. 451,
repealed.

Id., ss.
546-547,
added.

Fixed
valuation
author-
ized.

cent soixante-quinze mille dollars, pour une période de dix ans commençant le premier mai 1956. Advenant le cas d'une re-évaluation générale des immeubles dans la cité, les taxes à être payées par ladite compagnie ne seront pas moindre que les taxes qui seraient payées en vertu du présent article.

hundred and seventy-five thousand dollars, for a period of ten years beginning on the first of May, 1956. In the case of a general revaluation of the immoveables in the city, the taxes to be paid by the said company shall not be less than the taxes that would be paid under this section.

Annulation de certaine répartition.

“547. Le conseil est autorisé, par les présentes, à annuler la répartition du coût de construction d'un trottoir du côté est de la rue Berri entre les rues Durocher et Taschereau, imposé sur l'autorité du règlement 541 à la fabrique Saint-Joseph de Hull, et charger ledit coût aux fonds généraux de la cité.”

“547. The council is hereby authorized to annul the apportionment of the cost of construction of a sidewalk on the eastern side of Berri street, between Durocher and Taschereau streets, imposed, under the authority of by-law 541, on the fabrique of Saint-Joseph de Hull, and charge the said cost to the general fund of the city.”

Annulment of certain apportionment.

Entrée en vigueur.

33. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

33. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.